

chômage pendant tant d'années, mais je voudrais signaler qu'il y a, au Canada, des régions qui n'ont été peuplées que récemment et qui méritent un certain encouragement. L'existence toute entière de certaines de ces régions plus isolées est tributaire d'une industrie et l'un des critères que l'on devrait adopter en désignant ces régions devrait être l'examen de l'industrie qui y est déjà installée, et de la façon d'empêcher cette région de devenir plus tard une région de marasme. Nous pouvons le faire en fournissant des encouragements à l'industrie secondaire, notamment aux villes qui comptent des fabriques de pâte et certaines villes minières qui, advenant la perte de leur seule industrie, deviendraient des villes fantômes. A titre d'exemple, je voudrais citer le cas de Hinton dans ma propre circonscription qui compte uniquement sur l'industrie des pâtes et qui cherche depuis de nombreuses années à attirer une autre industrie. Je crois que le gouvernement pourrait fournir des encouragements, afin de favoriser l'établissement d'une fabrique de papier à cet endroit.

Il en est de même de nombreuses villes du nord de l'Ontario. Nous ne devons pas nous contenter de ce qui s'y trouve déjà. Nous devons chercher à adopter des programmes afin que ces régions ne tombent pas dans le marasme plus tard.

Je le répète, tout ce que le gouvernement a fait jusqu'ici dans l'Ouest du Canada a entraîné de fortes dépenses. Nous payons le prix fort. Nous devons acquitter des taxes de vente supplémentaires et nous devons désormais faire les frais des encouragements qui seront donnés aux régions désignées. Nous voulons être assurés que l'argent que nous verserons sera bien dépensé. Nous ne pensons pas qu'il le sera, car il y aura trop de chinoiseries administratives. Je demande à nouveau au ministre pourquoi ne verse-t-on pas directement des subventions et ne fournit-on pas des facilités de crédit et autres au lieu d'agir de cette façon. Le travail s'effectuerait plus rapidement et plus économiquement et il y aurait moins de routine administrative. Au point où en sont rendues les choses, la population se demandera s'il vaut vraiment la peine de prendre une initiative.

J'espère que les fonctionnaires du ministre ont étudié ce qui est arrivé dans d'autres pays et ont cherché le meilleur moyen de fournir ces emplois aux Canadiens. Nous trouvons depuis des années, dans l'Ouest canadien, que nous sommes exploités par les industries de l'Est du pays, et notre grande ambition c'est de nous industrialiser davantage. Nous aimerions obtenir des encouragements dans ce sens. De tels stimulants pourraient être offerts sous bien des formes, et

on devrait faire en sorte de favoriser la fabrication de produits qui doivent maintenant être importés de l'étranger.

Le gouvernement peut accorder des subventions ou de l'aide jusqu'à un certain point pour tâcher de rendre une certaine région prospère, car en fin de compte, toute fabrication dépend des ressources disponibles et de l'approvisionnement en matières premières. Nous avons des matières premières en abondance dans l'Ouest canadien et un grand nombre d'industries différentes pourraient s'occuper de les transformer.

Je voudrais indiquer sans équivoque que nous n'avons aucune objection à verser une contribution supplémentaire pour venir en aide à l'Est du pays, qui a su nous aider à l'occasion. Nous voulons, cependant, nous assurer que notre argent sera bien utilisé. J'espère que, dans sa réponse, le ministre ne parlera pas du discours de la représentante de Northumberland qui s'est exprimée en termes vagues et incohérents, sans fournir d'exemple ni de détails sur les réalisations possibles. J'espère qu'il parlera plutôt de l'aide immédiate à accorder aux fabricants.

Je voudrais faire une autre observation sur la partie du bill où se manifestent des tendances anti-américaines. Les gens de l'Ouest comptent depuis longtemps sur les placements américains pour mettre leurs ressources en valeur. Je ne prétends pas que la situation soit particulièrement intéressante mais il est fort peu probable que, sans les capitaux américains, nous n'aurions pu aménager nos ressources aussi facilement. Nous voulons donc nous assurer que ces placements ne fuiront pas le pays. Nous aimerions, certes, que les filiales des sociétés américaines comptent des Canadiens dans leurs rangs, à mesure qu'elles progressent, mais nous ne voulons pas effrayer nos voisins, car nous avons besoin de leurs capitaux pour notre expansion.

Au lieu d'adopter une attitude négative et d'accroître l'impôt sur les placements américains, le gouvernement devrait prendre des mesures pour encourager les Canadiens à investir davantage dans la mise en valeur de leur propre pays. Des mesures positives seraient plus avantageuses à la longue et j'espère que le ministre nous fournira des précisions à ce sujet. En outre, lorsqu'il préparera ses prochaines mesures financières, il y aurait lieu pour lui de tenir compte du fait que l'Ouest a aussi besoin d'encouragements. Nous constituons un jeune secteur en pleine expansion et nous désirons avoir notre propre complexe industriel afin de pouvoir remplacer les emplois qui seront abolis par l'automatisation, surtout dans le domaine agricole. Il est tout aussi important d'empêcher une région